

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 19 OCTOBRE 2016**

FN/RT

**OBJET : N° 5.3.2 – TECHNIQUE – SEBA ASSAINISSEMENT COLLECTIF –
STATION EPURATION CHASSIERS – PRINCIPE ABANDON – ENGAGEMENT MAÎTRISE
D'ŒUVRE POUR RACCORDEMENT SYSTEME D'ASSAINISSEMENT DE LARGENTIERE -**

L'an deux mille seize, le dix-neuf du mois d'octobre à neuf heures quinze minutes, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,
M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat.

M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Pierre IMMACOLATO, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat.

Etaient absents excusés :

M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat.

Etaient absents :

M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Angelin RAMANMALI.

**OBJET : N° 5.3.2 – TECHNIQUE – SEBA ASSAINISSEMENT COLLECTIF –
STATION EPURATION CHASSIERS – PRINCIPE ABANDON – ENGAGEMENT MAÎTRISE
D'ŒUVRE POUR RACCORDEMENT SYSTEME D'ASSAINISSEMENT DE LARGENTIÈRE -**

Envoyé en préfecture le 27/10/2016
Reçu en préfecture le 27/10/2016
Affiché le 
ID : 007-250700267-20161019-2016BS100055-DE

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du Comité Syndical en date du 26 mai 2014).

Le SEBA dispose de 25 stations d'épuration d'une capacité allant de 50 à 15 000 EqH. Mis en exergue dans le plan stratégique d'assainissement, élaboré en 2013, le parc vieillissant des stations d'épurations nécessite des interventions pour pérenniser ces équipements. Une opération de mise en sécurité des stations ainsi que l'optimisation du traitement de douze d'entre elles sont en cours de réalisation.

La station d'épuration de Chassiers est à la fois vieillissante (1977) et source de problèmes juridiques (condamnation du SEBA et de la commune suite à la mise en cause par les propriétaires des terrains situés en aval).

Dans un souci de rationalisation des équipements, il a été étudié un raccordement possible du réseau de Chassiers sur le réseau de Largentière, la station de Largentière étant suffisamment dimensionnée pour recevoir ces effluents.

En parallèle, un programme de réduction des eaux parasites a permis de supprimer plus de 50% des eaux parasites permanentes et 2/3 des eaux météoriques sur le réseau de Chassiers. Près de 50 % des eaux parasites de Largentière devraient également être supprimées dans le cadre des travaux déjà réalisés dans la Ligne et en cours sur la RD5.

Ces travaux étaient indispensables pour permettre le basculement des effluents de Chassiers vers Largentière. A défaut, la capacité de la station aurait été dépassée en période de nappe haute, même par temps sec. Ce préalable étant levé, le devenir de la STEP de Chassiers peut à nouveau être mis en débat.

Un premier avant-projet a été réalisé par le bureau d'études Géosiapp, en parallèle au projet de réduction des eaux parasites pour lequel les travaux sur le territoire de la commune de Chassiers ont été réalisés en 2015. Des travaux de l'ordre de 150 000 € HT ont été estimés pour transférer les effluents vers le réseau de Largentière, soit :

- par la pose d'un poste de refoulement en lieu et place de la station existante, avec un transfert en refoulement sous voie publique,
- gravitairement, en impliquant la traversée de parcelles privées, aujourd'hui plantées de vignes, et nécessitant la mutation du branchement gravitaire de l'habitation située face à la station, en refoulement privé.

Cet avant-projet ne tenait pas compte de la nécessité de déplacer le réseau d'eau potable dans une calade empruntée par le futur tracé du réseau d'assainissement.

Cet avant-projet serait à compléter. En effet il ne comportait que deux hypothèses de tracé. Une troisième (de la station jusqu'au réseau en traversant des vignes sur un plus grand linéaire) permettrait de s'affranchir de la mutation d'un branchement pour laquelle la mise en œuvre pourrait s'avérer délicate.

Le transfert des effluents nécessitera un aménagement particulier au niveau du point de raccordement, avec mise en place d'un déversoir d'orage, pouvant être auto surveillé afin de mesurer le nombre de rejets et estimer le volume rejeté (arrêté du 21 Juillet 2015, obligation pour les déversoirs > 120 kDBO5/j).

De même, un complément à l'étude pourrait permettre de connaître le coût de la suppression d'une entrée d'eau parasite dans le réseau au niveau des calades St Benoit. En effet, selon le tracé choisi, la pose d'un séparatif sur quelques dizaines de mètres permettrait de s'affranchir de ce point noir. Ce point sera à chiffrer par le bureau d'étude.

Ensuite, dans le cadre du diagnostic de réseau de Chassiers, des réparations sur réseau classées priorité 1 n'ont pas été engagées lors des travaux de mises en séparatif, sommairement estimées à 10 000 € HT. Il est proposé de les engager en parallèle à ces travaux afin de limiter le débit d'eaux parasites envoyé sur Largentière.

Enfin le démantèlement de la station d'épuration existante sera à prévoir.

Il sera demandé au bureau d'études de faire un bilan au stade avant-projet de tous les avantages et inconvénients des trois solutions de tracé, en précisant notamment les coûts de fonctionnement annuel d'un poste de relevage si l'hypothèse 1 était retenue, ainsi que les frais d'indemnisation des ceps de vignes en cas de choix de la solution 2 ou 3.

Il est proposé au bureau syndical de confirmer la volonté d'abandon de cette station et d'engager la maîtrise d'œuvre correspondante. A l'issue du stade avant-projet complet, le bureau sera à nouveau saisi pour choisir le tracé à mettre en œuvre, avec lancement d'une enquête SUP si nécessaire dans le cas où les prises de contact avec les propriétaires s'avèreraient infructueuses. Le bureau syndical se prononcera également au stade avant-projet sur l'engagement ou non des compléments étudiés à l'avant-projet initial (poursuite de la mise en séparatif, réparations priorité 1, démantèlement Step, etc).

L'ensemble de l'opération est évaluée sommairement à 250 000 € HT. Il est proposé de lancer la consultation de maîtrise d'œuvre sur cette base. Le forfait de rémunération sera calculé en fonction de l'avant-projet arrêté par le bureau syndical. Les crédits nécessaires à la maîtrise d'œuvre sont inscrits au budget 2016 (Opération 202 – Travaux Neufs).

Le conseil départemental n'a pas retenu ce dossier dans la tranche ferme du Contrat Territorial Beaume Drobie Ligne.

- 2 - Bureau Syndical du 19 octobre 2016

« La Sigalière » – Les Vergnades – 07110 LARGENTIÈRE

Tél. 04 75 89 96 96 – Fax : 04 75 89 96 97 – E.mail : administration@seba-eau.fr - Site internet : www.seba-eau.fr

Le bureau syndical est amené à délibérer sur les propositions suivantes :

- **DECIDER** du principe de la mise hors service à moyen terme de la station d'épuration de Chassiers ;
- **APPROUVER** l'opération décrite ci-dessus estimée à 250 000 € HT,
- **AUTORISER** le président à lancer la consultation de maîtrise d'œuvre via une consultation en accord cadre, en utilisant les critères de ce dernier (60 % prix et 40 % valeur technique)
- **AUTORISER** le président à signer tous documents à cet effet.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,
Le Président,

Jean PASCAL